

**Rapport pour la commission  
permanente du conseil régional  
JANVIER 2023**

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**PREMIÈRES AFFECTATIONS 2023 POUR LES AIDES RÉGIONALES AU CINÉMA ET À L'AUDIOVISUEL**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a>	3
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION</a>	6
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</a>	9
<a href="#">Annexe 1 - Fiches projet manifestations et réseaux cinématographiques</a>	10
<a href="#">Annexe 2 - Fiche projet Série Séries 2022 actualisée</a>	19
<a href="#">Annexe 3 - Avenant 1 de transfert PETITES DANSEUSES</a>	22

## EXPOSÉ DES MOTIFS

### 1. Premières affectations 2023 pour les aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel

En vertu de l'article L.1111-4 du Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T) sur les compétences partagées entre les communes, les départements, les régions et les collectivités à statut particulier en matière de culture, de sport, de tourisme, de promotion des langues régionales et d'éducation populaire, en application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République, le présent rapport propose d'attribuer **4 subventions** pour un montant total de **115 000 € d'autorisations d'engagement** prélevée sur le chapitre :

- 933 « culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 311 « activités artistiques, actions et manifestations culturelles »,
  - 3 aides au titre du soutien aux manifestations pour un montant total de 90 000 € ;
  - 1 aide au titre du soutien aux réseaux cinématographiques pour un montant de 25 000 € ;

Ces opérations relèvent des politiques régionales en faveur du cinéma et à l'audiovisuel votées par délibérations CR31-05 du 23/06/2005, CR2017-191 du 23/11/2017, CR2020-016 du 5/03/2020.

Les conventions qui seront signées avec les bénéficiaires intégreront les modifications rendues nécessaires par l'application de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

### 2. Affectation provisionnelle 2023

Il est proposé d'affecter un montant de **10 000 €** d'autorisations d'engagement disponible sur le chapitre 933 « culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 311 « activités artistiques, actions et manifestations culturelles », programme HP 311-008 « politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », action 13100802 « actions culturelles cinématographiques et audiovisuel » du budget 2023.

Ce montant correspond aux dépenses récurrentes liées à la promotion et au suivi des actions cinéma menées, telles que l'accompagnement des dispositifs d'éducation à l'image, les participations à des colloques et tables rondes professionnelles, les abonnements aux revues spécialisées (données sur les entrées en salles, financements et amortissements des films), les encarts presse spécifiques (notamment communication sur les dispositifs dans des guides spécialisés et hors-série « Régions ») et les frais de publication de marchés publics passés par la Région. Une partie de cette affectation permettra également d'assurer la participation à des festivals où figurent des œuvres soutenues.

### 3. Affectation relative à l'organisation de projections en 2023 de films soutenus au titre du fonds de soutien cinéma et audiovisuel

Afin d'assurer la mise en œuvre de projections en 2023 de films soutenus au titre du fonds de soutien cinéma et audiovisuel, il convient d'affecter un montant global d'autorisation d'engagement de **140 000 €** disponible sur le chapitre 933 « culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 311 « activités artistiques, actions et manifestations culturelles », programme HP 311-008 « politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », action 13100802 « actions

culturelles cinématographiques et audiovisuel » du budget 2023.

#### **4. Affectation complémentaire : Marché n°1900658 relatif au dispositif « Lycéens et Apprentis au cinéma » pour l'année scolaire 2022-2023 (suite à une actualisation des prix)**

Suite au renouvellement en avril 2020 du marché n°1900658 (dispositif « Lycéens et Apprentis au cinéma » pour la période 2020/2024) et à l'actualisation des prix conformément aux dispositions contractuelles du marché, et en conformité avec l'ordre de service n°3 pour l'année scolaire 2022/2023, il vous est proposé une affectation complémentaire d'autorisation d'engagement d'un montant de **10 130,80 € TTC** disponible sur le chapitre 933 « culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs » code fonctionnel 311 « activités artistiques, actions et manifestations culturelles » programme HP 311-008 « politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel » action 13100802 « actions culturelles cinématographiques et audiovisuel » du budget 2023.

#### **5. Dossier 22002385 festival « Série Séries" – 11ème édition : modification de la base subventionnable et du taux d'intervention régional**

Par délibération n°CP2022-096 du 23 mars 2022, une subvention d'un montant de 450 000 € a été attribuée à la Sarl Kandimari pour l'organisation de la 11<sup>ème</sup> édition du festival "Série Séries" à Fontainebleau.

En date du 15 octobre 2022, la structure informe la Région par courrier que le montant des recettes comptabilisées dans les comptes de Kandimari s'élève à un montant inférieur au budget prévisionnel inscrit dans la fiche projet n°22002385 justifié par le fait que le département de Seine et Marne et la Ville de Fontainebleau, ne pouvant juridiquement subventionner une entreprise commerciale ont soutenu à hauteur de 100 000 € en numéraire et 48 900 € en apport en industrie cette édition du festival.

Considérant qu'à ce jour la convention n'est pas signée, que ces recettes ne pouvant être prises en compte dans le versement de la subvention régionale et dans la mesure où les éléments artistiques et financiers qui ont conduit la commission permanente à subventionner ce projet n'ont pas été modifiés, il vous est proposé d'adopter en annexe à la délibération la fiche projet actualisée et de subordonner le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération CP2022-441 du 10 novembre 2022 sans incidence sur le montant de l'aide régionale portant la base subventionnable à 700 003 € et le taux d'intervention régional à 64,29%.

#### **6. Dossier EX027772 - long-métrage documentaire PETITES DANSEUSES de Anne-Claire Dolivet : changement de bénéficiaire**

Par délibération n° CP2018-118 en date du 16 mars 2018, une subvention d'un montant de 20 000 € a été attribuée à la SARL PYLA PROD pour l'aide à la production du long métrage documentaire PETITES DANSEUSES (ex. NOS PREMIERS PAS et ETOILE D'UN JOUR) de Anne-Claire Dolivet (dossier n° EX027772) au titre du fonds de soutien cinéma et audiovisuel.

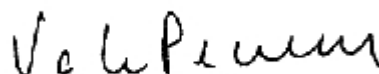
Cette œuvre PETITES DANSEUSES était une coproduction déléguée entre Pyla Prod (65%) et UPSIDE FILMS (35%). En mars 2022, la Sarl Pyla Prod a cessé son activité et une liquidation judiciaire a eu lieu. La SAS UPSIDE FILMS a donc acquis par Ordonnance n° 2022M01467 du 17 mars 2022 l'entière propriété du film en rachetant les parts de la Sarl Pyla Prod ;

Considérant qu'un acompte de 10 000 € a été versé à la Sarl PYLA PROD le 18/03/2019, il vous est proposé de procéder au changement de bénéficiaire pour le (dossier n° EX027772) en faveur

de la SAS UPSIDE FILMS en adoptant l'avenant en annexe 3 à la présente délibération afin de permettre le versement du solde restant à percevoir. Les autres dispositions restent inchangées.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **PROJET DE DÉLIBÉRATION**

### **DU 25 JANVIER 2023**

#### **PREMIÈRES AFFECTATIONS 2023 POUR LES AIDES RÉGIONALES AU CINÉMA ET À L'AUDIOVISUEL**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le régime exempté n° SA.59119 (Cinéma et audiovisuel), relatif pour l'Île-de-France, au fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 du 26 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

**VU** le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

**VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;

**VU** la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

**VU** le code de la commande publique ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la délibération n°CR 31-05 du 23 juin 2005 relative aux aides régionales dans le domaine culturel (crédits de fonctionnement) ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

**VU** la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

**VU** la délibération CP2018-118 du 16 mars 2018 relative aux premières affectations 2018 pour les aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel ;

**VU** la délibération n° CR 2020-028 du 11 juin 2020 relative au budget supplémentaire 2020 Acte I du plan de relance économique, écologique et solidaire ;

**VU** la délibération n° CP2022-096 du 23 mars 2022 relative aux deuxièmes affectations 2022 pour les aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel ;

**VU** la délibération n° CP 2022-441 du 10 novembre 2022 relative aux sixièmes affectations 2022 pour les aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel ;

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** le budget de la Région Île-de-France pour l'année 2023 ;

**VU** l'avis de la commission de la culture ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2023-038 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

### **Article 1 : Actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles**

Décide de participer au titre du dispositif soutien aux manifestations et réseaux cinématographiques au financement des 4 projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de 4 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **115 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions types adoptées par délibération n° CP 2022-441 du 10 novembre 2022 modifiée par la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **115 000 €** disponible sur le chapitre 933 « culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 311 « activités artistiques, actions et manifestations culturelles », programme HP 311-008 « politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », action 13100802 « actions culturelles cinématographiques et audiovisuel » du budget 2023.

### **Article 2 : Affectation provisionnelle 2023**

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de **10 000 €** disponible sur le chapitre 933 « culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 311 « activités artistiques, actions et manifestations culturelles », programme HP 311-008 « politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », action 13100802 « actions culturelles cinématographiques et audiovisuel » du budget 2023 pour la promotion et le suivi des actions cinématographiques et audiovisuelles.

### **Article 3 : Organisation de projections de films soutenus au titre du fonds de soutien cinéma et audiovisuel**

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de **140 000 €** disponible sur le chapitre 933 « culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 311 « activités artistiques, actions et manifestations culturelles », programme HP 311-008 « politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », action 13100802 « actions culturelles cinématographiques et audiovisuel » du budget 2023.

### **Article 4 : Education à l'image – Dispositif Lycéens et apprentis au cinéma en Ile-de-France - Affectation complémentaire suite à l'actualisation des prix**

Affecte un montant complémentaire d'autorisation d'engagement de **10 130,80 €** disponible sur le chapitre 933 « culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs » code fonctionnel 311 « activités artistiques, actions et manifestations culturelles » programme HP 311-008 « politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel » action 13100802 « actions culturelles cinématographiques et audiovisuel » du budget 2023 pour l'exécution du marché relatif au dispositif Lycéens et Apprentis au cinéma pour l'année scolaire 2022-2023.

**Article 5 : Série Series 2022 modifications de la base subventionnable et du taux d'intervention**

Adopte la fiche projet (n°22002385) actualisée jointe en annexe 2 et subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2022-441 du 10 novembre 2022 modifiée par la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à les signer. et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

**Article 6 : : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel – changement de bénéficiaire pour une aide précédemment votée : PETITES DANSEUSES de Anne-Claire Dolivet (dossier n°EX027772)**

Décide de transférer à la société de production SAS UPSIDE FILMS la subvention de 20 000 € attribuée antérieurement à la SARL PYLA PROD pour la réalisation du long-métrage documentaire pour le cinéma PETITES DANSEUSES de Anne-Claire Dolivet votée par délibération n° CP2018-118 du 16 mars 2018 (dossier n° EX027772).

Approuve l'avenant de transfert en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**Article 7 : dérogation au principe de non-commencement d'exécution**

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSÉ**



## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**

## **Annexe 1 - Fiches projet manifestations et réseaux cinématographiques**

**DOSSIER N° 23002122 - PANORAMA DES CINEMAS DU MAGHREB - 18EME EDITION - 2023**

**Dispositif** : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)

**Délibération Cadre** : CR31-05 du 23/06/2005

**Imputation budgétaire** : 933-311-65748-131008-300

Action : 13100802- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	70 000,00 € TTC	28,57 %	20 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		20 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : INDIGENES FILMS  
Adresse administrative : 19 RUE DE LA BOULANGERIE  
93200 SAINT DENIS  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur Kamal EL MAHOUTI, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : 18EME EDITION DU PANORAMA DES CINEMAS DU MAGHREB ET DU MOYEN-ORIENT

Du 10 au 21 mars 2023 en Seine-Saint-Denis

**Dates prévisionnelles** : 10 novembre 2022 - 21 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non-commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

**Description :**

Ce festival met en valeur les cinématographies du Maghreb et du Moyen-Orient (fictions, documentaires, court-métrages) dans une dizaine de points de diffusion : à Paris au Louxor, à L'Ecran de Saint-Denis dans tout le département de Seine-Saint-Denis (cinémas, médiathèques, lieux culturels et librairies).

Il organise des rencontres avec des professionnels et des jeunes auteurs et il fait des séances spécifiques en partenariat avec des associations locales. Des séances seront organisées pour les lycéens avec un film soutenu par la Région ('La cour des miracles' de Carine May et Hakim Zouhany).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

🏠 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
------------------------------------------------------------------

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges externes	45 000,00	64,29%
Rémunération des personnels	17 000,00	24,29%
Frais de structure	8 000,00	11,43%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Billetterie	5 000,00	7,14%
Ville de St-Denis (EC)	15 000,00	21,43%
CD 93 (EC)	20 000,00	28,57%
DRAC IdF (EC)	10 000,00	14,29%
Région IdF (sollicitée)	20 000,00	28,57%
Total	70 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 23002123 - LA FÊTE DU COURT-METRAGE - EDITION 2023**

**Dispositif** : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)

**Délibération Cadre** : CR31-05 du 23/06/2005

**Imputation budgétaire** : 933-311-65748-131008-300

Action : 13100802- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	900 000,00 € TTC	3,33 %	30 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		30 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FAITES DES COURTS FETES DES FILMS

Adresse administrative : 6 RUE BRAQUE  
75003 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Roland NGUYEN, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : EDITION 2023 DE LA FÊTE DU COURT-METRAGE

Du 15 au 21 mars 2023 dans toute la France

**Dates prévisionnelles** : 14 novembre 2022 - 21 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non-commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

**Description :**

Manifestation initiée par le CNC, et conçue comme une opération de communication visant à faire mieux connaître le court-métrage. Elle se déroule sur tout le territoire national (pas seulement en Île-de-France).

La visibilité du soutien de la Région Île-de-France est conforme au niveau d'intervention sur son territoire. En 2021, une carte blanche avait été donnée à la Région pour présenter des CM aidés à l'AAR et les lycées franciliens avaient été sollicités. Ces actions seront reconduites en 2023.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**  
 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
------------------------------------------------------------------

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de fonctionnement	97 000,00	10,78%
Charges de personnel	270 000,00	30,00%
Organisation	24 000,00	2,67%
Programmation	63 000,00	7,00%
Prestations de service	192 000,00	21,33%
Communication	88 000,00	9,78%
Autres charges	166 000,00	18,44%
Total	900 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNC (acquis)	500 000,00	55,56%
Région IdF (sollicitée)	30 000,00	3,33%
Autres produits	370 000,00	41,11%
Total	900 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 23002128 - FESTIVAL COTE COURT - 32ÈME ÉDITION - 2023**

**Dispositif** : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)

**Délibération Cadre** : CR31-05 du 23/06/2005

**Imputation budgétaire** : 933-311-65748-131008-300

Action : 13100802- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	355 000,00 € TTC	11,27 %	40 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		40 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COTE COURT

Adresse administrative : 104 AVENUE JEAN LOLIVE  
93500 PANTIN

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur MATHIEU AMALRIC, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : 32ÈME ÉDITION DU FESTIVAL COTE COURT

Du 7 au 17 juin 2023

**Dates prévisionnelles** : 21 novembre 2022 - 17 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non-commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

**Description :**

Depuis 1992, l'association Côté court organise le festival du même nom, festival de courts métrages qui contribue au rayonnement artistique francilien. Côté court a ainsi favorisé l'émergence de nombreux cinéastes novateurs devenus aujourd'hui des réalisateurs de renom.

Ce festival d'envergure nationale et internationale présente trois compétitions et deux panoramas très complets de courts-métrages d'auteurs émergents. Sa diffusion est à l'échelle régionale dans 12 cinémas sur 6 départements : ce qui en fait le festival francilien le plus étendu.

La qualité de ses actions professionnalisantes est également notable : pass jeune réalisateur, pass jeune producteur, ateliers, lectures de scénarios, master class ... ainsi que la sensibilisation des lycéens (une dizaine de classes) et un prix spécial : le "coup de cœur des lycéens" (Lycée Jean Vilar de Meaux - 77).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
------------------------------------------------------------------

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	9 000,00	2,54%
Services extérieurs	41 000,00	11,55%
Autres services extérieurs	62 000,00	17,46%
Impôts et taxes	3 000,00	0,85%
Rémunération des personnels	227 000,00	63,94%
Autres charges de gestion courante	5 000,00	1,41%
Dotations aux amortissements	8 000,00	2,25%
Total	355 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	31 000,00	8,73%
DRAC IdF (EC)	25 000,00	7,04%
CD 93 (EC)	166 000,00	46,76%
Région IdF (sollicitée)	40 000,00	11,27%
Ville de Pantin (EC)	51 000,00	14,37%
ANCT (EC)	8 000,00	2,25%
Autres produits	34 000,00	9,58%
Total	355 000,00	100,00%



**DOSSIER N° 23002125 - LA QUINZAINE DES REALISATEURS EN ACTIONS - 2023**

**Dispositif** : Soutien aux réseaux cinématographiques (n° 00000130)

**Délibération Cadre** : CR31-05 du 23/06/2005

**Imputation budgétaire** : 933-311-65748-131008-300

Action : 13100802- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux réseaux cinématographiques	129 000,00 € TTC	19,38 %	25 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		25 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SOC DES REALISATEURS DE FILMS

Adresse administrative : 14 RUE ALEXANDRE PARODI  
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur CHRISTOPHE LEPARC, SECRETAIRE GENERAL

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : LA QUINZAINE DES REALISATEURS EN ACTIONS

Du 1er janvier au 31 décembre 2023

**Description :**

Dès sa première édition en 1969 la Quinzaine des Réalistes s'est fixée pour objectif d'accompagner les cinéastes et de favoriser leur découverte. Il s'agit non seulement de révéler les talents de la cinématographie mondiale et les grands cinéastes de demain mais aussi d'accueillir des auteurs moins confirmés et/ou encore méconnus.

Dans une perspective d'aider les professionnels mais aussi le public cinéophile le plus large possible à découvrir ces nouvelles tendances cinématographiques, la Quinzaine des Réalistes coordonne également un dispositif d'accès à la Culture et d'éducation à l'image : La Quinzaine en Actions. Tout au long de l'année des projections débats des films de la Quinzaine sont proposées aux associations, aux missions locales, aux centres sociaux, aux lycéens et aux apprentis des quartiers prioritaires de la région Île-de-France.

En 2023, "La Quinzaine en actions" continuera d'organiser des séances scolaires pour des lycéens en Île-de-France et non plus seulement à Paris. Au moment de la sortie en salle en 2023 de films qu'elle avait sélectionné en 2022, la Quinzaine organisera des projections pour les lycéens et les publics de quartiers prioritaires avec des interventions de réalisateurs et de l'équipe du festival. A noter également la poursuite de l'atelier scénario à Gonesse (95).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
------------------------------------------------------------------

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	500,00	0,39%
Services extérieurs	11 000,00	8,53%
Autres services extérieurs	62 500,00	48,45%
Rémunération des personnels	55 000,00	42,64%
Total	129 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	10 000,00	7,75%
Région IdF (sollicitée)	25 000,00	19,38%
ANCT (EC)	15 000,00	11,63%
DRAC IdF (EC)	15 000,00	11,63%
SACD	4 000,00	3,10%
Mécénat	60 000,00	46,51%
Total	129 000,00	100,00%

## **Annexe 2 - Fiche projet Série Séries 2022 actualisée**

Commission permanente du 23 mars 2022 (CP2022-096)  
et commission permanente du 25 janvier 2023 (CP2023-038)

**DOSSIER N° 22002385 - FESTIVAL SERIE SERIES - 11EME EDITION - 2022**

**Dispositif** : Soutien aux manifestations cinématographiques (n° 00000128)

**Délibération Cadre** : CR31-05 du 23/06/2005

**Imputation budgétaire** : 933-312-6574-131009-300

Action : 13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	700 003,00 € TTC	64,29 %	450 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		450 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : KANDIMARI  
Adresse administrative : 31 RUE ADRIEN CRAMAIL  
92500 RUEIL-MALMAISON  
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée  
Représentant : Madame MARIE BARRACO, Gérante

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : 11EME EDITION DU FESTIVAL SERIE SERIES EN 2022

**Dates prévisionnelles** : 10 janvier 2022 - 3 juillet 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article 29 du RBF).

**Description :**

Festival "Série Séries"

11ème édition - 30 juin au 2 juillet 2022 à Fontainebleau (77) et courant juillet en Île-de-France

Ce festival présente des séries TV du monde entier, organise des rencontres entre professionnels, des études de cas, des masterclass, des tables rondes, des lectures de scénarios, des séances pour le jeune public et les scolaires (parcours de festival pour des lycéens).

Cette année de transition 2022 pourrait tourner autour d'un été Série Séries pour les franciliens, coup d'envoi à Fontainebleau entre le 30 juin et le 2 juillet 2022 (avec un événement professionnel les 30 juin et 1er juillet, et des opérations en direction du public le 1er et 2 juillet : projection en extérieur, séance kids, et animations), puis plusieurs actions en Île-de-France au cours du mois de juillet.

Trois projections en extérieur de séries (ont été envisagées : Villarcieux, Le Jardin du Luxembourg et une

autre ville à déterminer), une rencontre type masterclass autour d'un talent ouverte au public, une série à projeter en salle dans les cinémas partenaires de la Région (à déterminer) et accrochage de l'exposition sur un ou plusieurs sites (à déterminer).

Le plafond retenu tient compte de l'ampleur et de l'intérêt exceptionnel présenté par la manifestation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
------------------------------------------------------------------

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Edition de transition	348 000,00	49,71%
Itinérance IdF	80 000,00	11,43%
Organisation générale	245 080,00	35,01%
Imprévus	26 923,00	3,85%
Total	700 003,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IdF (EC)	450 000,00	64,29%
CD 77 (EC)	30 000,00	4,29%
SACD	30 000,00	4,29%
Procirep	27 000,00	3,86%
SACEM	5 000,00	0,71%
CNC	70 000,00	10,00%
France Télévisions	17 500,00	2,50%
Banque Palatine	25 000,00	3,57%
Accréditations	45 503,00	6,50%
Total	700 003,00	100,00%

## **Annexe 3 - Avenant 1 de transfert PETITES DANSEUSES**

**FONDS DE SOUTIEN CINEMA : PETITES DANSEUSES  
(ex. NOS PREMIERS PAS et ETOILE D'UN JOUR)**

**CONVENTION N°CP2018-118-16 (dossier n° EX027772)  
AVENANT N°1 DE TRANSFERT à  
UPSIDE FILMS**

**AVENANT ENTRE LES SOUSIGNES :**

**LA REGION ÎLE-DE-FRANCE**, représentée par sa Présidente, Valérie Pécresse agissant en vertu de la délibération n° CP 2023-038 du 25 janvier 2023,  
Ci-après dénommé « La Région »

**Et,**

**LA SOCIETE DE PRODUCTION : UPSIDE FILMS**

Nationalité : Française

dont le siège social est situé : 50 rue Camille Desmoulins 92130 Issy-les-Moulineaux

Numéro d'identification de la société, N° SIRET : 430 337 014 00079

représentée par le représentant légal de la société : Monsieur Maxime SAADA

En qualité de : Président

Ci-après dénommée "LE PRODUCTEUR", d'autre part,

sont convenues de ce qui suit :

**Après avoir rappelé ce qui suit :**

L'attribution des aides du Fonds de soutien de la Région Ile-de-France est soumise aux dispositions du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, notamment celles prévues par le Chapitre 1<sup>er</sup> et l'article 54 de la Section 11 relatif aux régimes d'aides en faveur des œuvres audiovisuelles.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : n°SA.59119 (Cinéma et audiovisuel), relatif pour l'Île-de-France, au fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 du 26 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020

L'attribution par la Région d'une aide financière et son versement se font dans le respect des dispositions des délibérations susvisées, par délibération du conseil régional n° CR 2020-

016 du 5 mars 2020 qui adopte le règlement d'intervention au titre du dispositif « fonds de soutien cinéma et audiovisuel », par délibération CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », des conditions de la présente convention et des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier prorogé par la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 et la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, sauf dispositions contraires et dérogatoires de la présente convention.

Par délibération n° CP2018-118 en date du 16 mars 2018, une subvention d'un montant de 20 000 € a été attribuée à la SARL PYLA PROD pour l'aide à la production du long métrage documentaire PETITES DANSEUSES (anciennement NOS PREMIERS PAS et ETOILE D'UN JOUR au moment du vote) de Anne-Claire Dolivet- dossier n° EX027772 au titre du Fonds de soutien cinéma et audiovisuel.

Considérant que cette œuvre PETITES DANSEUSES était une coproduction déléguée entre Pyla Prod (65%) et UPSIDE FILMS (35%) ;

Considérant qu'en mars 2022, la Sarl Pyla Prod a cessé son activité et qu'une liquidation judiciaire a eu lieu. La SAS UPSIDE FILMS a acquis par Ordonnance n° 2022M01467 du 17 mars 2022 l'entière propriété du film en rachetant les parts de la Sarl Pyla Prod ;

Considérant qu'un acompte de 10 000 € a été versé à la Sarl PYLA PROD le 18/03/2019 ; le solde de la subvention soit 10 000 €, sera donc versé à la SAS UPSIDE FILMS.

Les parties s'entendent pour signer un avenant de transfert reprenant les stipulations de la convention n° CP2018-118-16 en date du 12 avril 2018 conclue entre la Région et la SARL PYLA PROD pour acter du changement de bénéficiaire et pour autoriser le transfert du reliquat de la subvention à la SAS UPSIDE FILMS pour un montant de 10 000 € correspondant au solde de la subvention initiale de 20 000 €.

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT**

Compte tenu de cette décision judiciaire et dans la mesure où les éléments artistiques et culturels qui ont conduit la commission permanente à retenir le projet demeurent inchangés, le présent avenant a pour objet de transférer la subvention d'investissement attribuée par la délibération de la commission permanente du conseil régional CP2018-118 en date du 16 mars 2018 (dossier n° EX027772) à la Sarl Pyla Prod au profit de la SAS Upside Films qui reprend l'entière propriété du projet.

Pour la réalisation de ladite opération, la SAS UPSIDE FILMS s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations de la SARL PYLA PROD à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention précitée.

Les dépenses acquittées par la SARL PYLA PROD ont fait l'objet d'un versement d'un acompte d'un montant de 10 000 € après envoi de la demande de versement en date du 10 janvier 2019. Le versement du solde en faveur de la SAS UPSIDE FILMS interviendra après respect des droits et obligations du producteur et conformément aux dispositions de la convention précitée.

La partie « PRESENTATION DE L'ORGANISME » de la fiche projet n° EX027772 annexée à la délibération n° CP2018-118 en date du 16 mars 2018 est modifiée comme suit :





Commission permanente du 16 mars 2018 (CP2018-118)  
et commission permanente du 25 janvier 2023 (CP2023-038)

**DOSSIER N° EX027772 - PETITES DANSEUSES  
(ex. NOS PREMIERS PAS et ETOILE D'UN JOUR)**

**Dispositif** : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Île-de-France  
(investissement) (n° 00000958)

**Délibération Cadre** : CR2020-016 du 05/03/2020

**Imputation budgétaire** : 903-312-2764-131015-300

Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et  
audiovisuelle

**PAR APPLICATION DU BAREME**

**MONTANT DE LA  
SUBVENTION MAXIMUM  
20 000,00 €**

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : UPSIDE FILMS  
Adresse administrative : 50 RUE CAMILLE DESMOULINS  
92130 ISSY LES MOULINEAUX  
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées  
Représentant : Monsieur MAXIME SAADA, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : l'aide à la production du long métrage documentaire PETITES  
DANSEUSES de Anne-Claire Dolivet

**Dates prévisionnelles** : 27 septembre 2017 - 16 mars 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

**Description :**

Réalisatrice : Anne-Claire Dolivet

Auteurs : Anne-Claire Doliviet et Mathias Théry

Synopsis : Ida, Olympe, Marie, Bianca, Naémie et Alice dansent.

A quoi ressemble la vie dans les yeux de petites filles qui déjà grandissent dans un monde de travail intensif et de compétitions ? En suivant de près les émotions et dilemmes que traversent nos jeunes personnages, le film explore et questionne un territoire que nous avons traversé mais que beaucoup ont oublié : celui de l'enfance.

Commentaires : Pour ce premier long-métrage, la réalisatrice a écrit ce traitement après deux années de repérage dans l'école de danse de sa fille Alice, l'un des personnages

secondaires du film. Elle suit avec pudeur ces petites filles.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	140 967,00	88,78%
Dépenses de fabrication hors IDF	0,00	0,00%
Autres dépenses	17 810,00	11,22%
Total	158 777,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport producteur complet	41 777,00	26,31%
Upside coproduction et mandat monde	36 000,00	22,67%
CNC Avance sur recettes (en cours)	45 000,00	28,34%
Distribution France en cours	6 000,00	3,78%
Procirep (en cours)	10 000,00	6,30%
Aide régionale proposée	20 000,00	12,60%
Total	158 777,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

SA.59119 (Cinéma et Audiovisuel) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : Ile-de-France : fonds de soutien au cinéma et audiovisuel, aides à l'écriture du scénario, aide à la réalisation



**FONDS DE SOUTIEN CINEMA ET AUDIOVISUEL  
CONVENTION N°CP2018-118-16**

**ENTRE  
LA REGION ILE-DE-FRANCE  
ET  
PYLAPROD**

**NOS PREMIERS PAS (EX. ETOILES D'UN JOUR)  
ŒUVRE CINEMATOGRAPHIQUE DOCUMENTAIRE**

**LA REGION ILE-DE-FRANCE**, représentée par sa présidente Valérie PECRESSE, *en vertu de la délibération n°CR88-15 du 18 décembre 2015* ci-après dénommée "LA REGION" d'une part, et

**LA SOCIETE DE PRODUCTION : PYLAPROD**

Nationalité : française

bureaux en France situés : 86 rue du Point du Jour, 92100 Boulogne Billancourt

Numéro d'identification de la société, N° SIRET : 444 120 224 00068

représentée par le représentant légal de la société : Stéphane BASSET

En qualité de : gérant

Ci-après dénommée "LE PRODUCTEUR", d'autre part,

sont convenues de ce qui suit :

**PREAMBULE**

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif régional *Fonds de soutien Cinéma et Audiovisuel* adopté par délibération du Conseil régional n° CR 2017-10 du 27 janvier 2017.

L'attribution des aides du Fonds de soutien de la Région Ile-de-France est soumise aux dispositions du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, notamment celles prévues par le Chapitre 1<sup>er</sup> et l'article 54 de la Section 11 relatif aux régimes d'aides en faveur des œuvres cinématographiques.

Fonds de soutien cinéma et audiovisuel  
Convention documentaire cinématographique

*JB*  
*nf*



L'attribution par la Région d'une aide financière et son versement se font dans le respect des dispositions des délibérations susvisées, de la délibération CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », des conditions de la présente convention et des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010, sauf dispositions contraires et dérogatoires de la présente convention.

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération N°CP2018-118 du 16 mars 2018, la Région a décidé d'attribuer au Producteur une aide financière remboursable, d'un montant de **20 000 €** pour contribuer à la réalisation du documentaire cinématographique intitulé **NOS PREMIERS PAS (EX. ETOILES D'UN JOUR)** de Anne-Claire Dolivet qui sera ci-après appelée "L'ŒUVRE".

#### **Caractéristiques de l'œuvre :**

**Titre : NOS PREMIERS PAS (EX. ETOILES D'UN JOUR)**

**Nationalité du projet :** française

**N° RPCA :** en cours

**Auteurs :** Anne-Claire Dolivet et Mathias Théry

**Réalisatrice :** Anne-Claire Dolivet

**Nature (documentaire de création, fiction, web ou animation) :** documentaire

**Durée et format :** 90 mn

**Date de début de tournage :** mai 2018

**Lieux de tournage :** Paris, Grasse

**Durée totale du tournage en jours :** 40 jours

**Durée du tournage en Ile-de-France (en jours) :** 36 jours

**Budget prévisionnel de l'œuvre (en €) :** 158 777 €

**Budget prévisionnel (hors frais généraux, imprévus et poste 9) de l'œuvre :** 140 967 €

**Budget prévisionnel (hors frais généraux, imprévus et poste 9) dépensé en Ile-de-France :** 140 967 €

**Pourcentage du budget (hors frais généraux, imprévus et poste 9) dépensé en Ile-de-France :** 100%

**Nombre de stagiaires embauchés en vertu de la présente convention :** 2

L'aide étant déterminée en fonction des éléments ci-dessus, elle pourra être réduite ou annulée en cas de changement. Pour mémoire, l'éligibilité de l'œuvre, objet de la convention est conditionnée par le respect des deux critères suivants : 50% minimum du tournage en Ile-de-France pour les fictions et 50% des dépenses (hors frais généraux, imprévus et poste 9) en Ile-de-France pour tous les types d'œuvres.





## **ARTICLE 2 : LES OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR :**

La Région Ile-de-France doit apparaître en tant que partenaire culturel et financier de l'œuvre. Le Producteur s'engage en conséquence à respecter l'intégralité des obligations décrites dans le présent article.

**Le non-respect de ces dispositions entraîne l'annulation de l'aide financière et le remboursement des sommes éventuellement déjà versées.**

Le producteur peut être :

Soit une société de production basée en France, producteur délégué, co-délégué ou exécutif,

Soit une société de production basée dans un pays de l'Union Européenne. Dans ce cas, il doit disposer au moment du versement de l'aide, d'une succursale ou d'une agence permanente en France, conformément au chap. 1 point 5 et 54 point 10 du RGEC 516/2014.

### **Article 2.1 : Information**

- Le Producteur s'engage à prévenir par écrit la Région de tout changement pouvant compromettre la réalisation de l'œuvre ou/et le principe de l'intervention régionale tel que défini dans la présente convention et concernant notamment :
  - Les auteur(s) et/ou réalisateur(s),
  - Les caractéristiques de l'œuvre (nature, durée, coproduction(s), acteur(s),...),
  - le producteur bénéficiaire (soit par cession des droits de l'œuvre à une autre société de production, soit au sein d'une coproduction déléguée),
  - le budget, en cas de conséquences sur la part des dépenses prévues en Ile-de-France et la durée du tournage ou de la fabrication de l'animation (hors et en Ile-de-France),
  - le financement de l'œuvre (aide(s) financière(s), coproduction(s)...
  - le fonctionnement du bureau ou de la succursale en France en cas de producteur étranger
- Le Producteur s'engage à adresser au plus tard la veille du 1<sup>er</sup> jour de tournage, le devis estimatif et le plan de financement provisoire fournis à l'agrément des investissements du CNC ou un devis et un plan de financement actualisé en cas de non dépôt à l'agrément des investissements.
- Le Producteur s'engage à prévenir par écrit la Région de tout événement d'importance susceptible d'altérer l'économie de l'entreprise et le principe de l'intervention régionale, tel que défini dans la présente convention, notamment
  - modification de l'équipe dirigeante,
  - modification des statuts,
  - cession d'éléments majeurs de l'exploitation,
  - difficultés financières importantes susceptibles d'entraîner une cessation des paiements,
  - cessation d'activité,
  - ouverture d'une procédure collective,
  - cession des droits de l'œuvre par le Producteur, dès cette cession.

## Article 2.2 : Tournage

Le Producteur s'engage à :

- respecter les conditions de réalisation de l'œuvre telles que définies à l'article 1 de la présente convention,
- respecter le droit du travail français pour toutes les étapes de fabrication du film réalisées en Ile-de-France ainsi que les conventions collectives du secteur lorsque ces accords sont étendus. le Producteur devra être en mesure de présenter les contrats de travail des intermittents techniques et artistiques,
- dans le cas d'une fiction, adresser à la Région le plan de travail initial avant le premier jour de tournage et le plan de travail définitif dès la fin du tournage,
- dans le cas d'une fiction, adresser quotidiennement par mail à la Région pendant le tournage un exemplaire des feuilles de service,
- organiser la venue de représentants de la Région pour suivre le tournage et visionner le montage avant mixage.
- Adresser au plus tard la veille du 1<sup>er</sup> jour de tournage, le devis estimatif et le plan de financement provisoire fournis à l'agrément des investissements du CNC ou un devis et un plan de financement actualisés en l'absence de demande d'agrément.

## Article 2.3 : Génériques

Le Producteur s'engage à :

- soumettre à l'accord préalable écrit de la Région la rédaction et la maquette des génériques de début et de fin,
- mentionner au générique de début de l'œuvre : « **avec le soutien de la Région Ile-de-France** »,
- mentionner au générique de fin : « **avec le soutien de la Région Ile-de-France, en partenariat avec le CNC** ». Dans l'hypothèse où l'œuvre n'a pas été agréée par le CNC, la mention sera la suivante : « avec le soutien de la Région Ile-de-France »,
- faire figurer au générique de fin le logo de la Région dès lors que d'autres logos y figurent. Dans ce cas, le logo de la Région devra apparaître dans des conditions identiques (notamment de taille) à celles des autres partenaires, dans le respect de sa charte graphique.

Le logo est téléchargeable à l'adresse : <https://www.iledefrance.fr/logotype-de-region-ile-de-france>

## Article 2.4 : Promotion :

Le Producteur s'engage à :

- soumettre à l'accord préalable écrit de la Région l'ensemble du matériel promotionnel. Il devra faire figurer la mention « **avec le soutien de la Région Ile-de-France** » sur tous les documents promotionnels ou d'information, notamment les maquettes des affiches, dossiers et articles de presse, invitations, etc.,
- faire figurer le logo de la Région sur le DVD et tous les documents promotionnels ou d'information, toutes les affiches, dossiers et articles de presse, invitations, etc. dès lors que d'autres logos y figurent. Dans ce cas, le logo de la Région devra apparaître dans des conditions identiques (notamment de taille) à celles des autres logos, dans le respect de sa charte graphique,





- tenir informée la Région à l'avance des sélections en festivals, puis des prix et récompenses décernés dès leurs annonces.
- avertir la Région de la sortie en salle de l'œuvre, au minimum 1 mois avant la date.

#### Article 2.5 : Projections :

Le Producteur s'engage à :

- inviter les représentants de la Région à l'avant-première officielle de l'œuvre organisée par le Producteur et/ou le distributeur avant la sortie en salle. La liste des invités de la Région Ile-de-France sera transmise par la Région au Producteur. Les invitations devront être transmises à la Région au moins 8 jours avant l'évènement.
- mettre à disposition de la Région à sa demande une copie de l'œuvre destinée à une éventuelle projection organisée par la Région, en présence, quand cela est possible, du Producteur, du réalisateur et des comédiens principaux.
- Organiser, à la demande de la Région, des avant-premières ou des projections à destination des lycéens et apprentis franciliens,

#### Article 2.6 : Matériels à remettre à la Région

Le Producteur s'engage à remettre systématiquement à la Région dès l'édition de chaque matériel :

- 30 cartons d'invitation de deux personnes valables dans toutes les salles où l'œuvre est exploitée,
- 2 grandes affiches que la Région pourra utiliser librement, tant pour la promotion de l'œuvre que pour celle de la Région, du visuel de l'affiche,
- 3 affichettes,
- un exemplaire de tout document promotionnel,
- au moins 3 photos d'exploitation de l'œuvre libres de droit sur support numérique que la Région pourra utiliser librement, tant pour la promotion de l'œuvre que pour celle de la Région,
- 1 affiche, 1 dossier de presse et 1 revue de presse sur support numérique,
- 3 exemplaires de chaque produit dérivé (CD, livres, jouets...),
- 5 exemplaires DVD de l'œuvre dès l'édition de ce support.

L'ensemble de ces éléments est à envoyer à l'adresse suivante : Service cinéma & audiovisuel – Direction de la Culture - Région Ile-de-France – 2 rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen

#### Article 2.7 : recrutement de stagiaires

Le Producteur s'engage à :

- recruter à partir de la date du vote de l'aide en Commission permanente, 3 stagiaires ou alternants pour les fictions et animations, 2 pour les documentaires, pour une durée minimum de 2 mois chacun et fournir une copie des conventions de stage correspondantes conclues avec les organismes de formation dans lesquels les stagiaires poursuivent leur formation. Chaque stagiaire devra être rémunéré et conventionné avec un maître de stage,  
Le producteur saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrats d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la





Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'ils pourraient rencontrer dans leur déroulement.

#### Article 2.8 : charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. (Pour rappel cette charte a été signée lors du dépôt du dossier de demande d'aide)

#### ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

L'aide accordée par la Région est versée sous réserve du respect par le Producteur des stipulations de la présente convention.

##### Article 3.1 : Caducité

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Région, le producteur dispose d'un délai de trois ans, **à compter de la délibération d'attribution de l'aide** financière remboursable par l'assemblée délibérante, pour faire sa demande de premier acompte à l'administration régionale. A défaut, **la subvention devient caduque**.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum sur demande argumentée du producteur.

Le Producteur dispose d'un délai maximum de quatre ans à compter de la date de demande de premier acompte pour présenter le solde de l'aide. A défaut, le reliquat de l'aide non versé est caduc.

##### Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement est effectué en une ou deux fois selon les modalités suivantes :

➤ **Un acompte inférieur ou égal à 50% du montant de la subvention**, peut être versé à la fin du tournage ou lorsque le Producteur a déjà engagé la moitié de ses dépenses de fabrication de l'animation, à valoir sur les paiements déjà effectués par le producteur, après présentation par celui-ci d'une demande de paiement comprenant les pièces justificatives suivantes :

- le formulaire de demande de versement de l'acompte, dûment complété, signé et cacheté,
- un état récapitulatif détaillé des dépenses certifiées acquittées par le Producteur, réparties entre les différents types de dépenses et lieux de production, faisant apparaître les dépenses en Région Ile-de-France. Ce document devra être dûment complété, signé et cacheté par le Producteur signataire de la convention.
- Si la société de production bénéficiaire est basée dans un autre pays de l'Union Européenne, le producteur devra fournir les statuts de la succursale ou de l'agence permanente établie en France ainsi que la copie du contrat de travail de son représentant.
- les feuilles de service et le plan de travail définitif, le cas échéant,
- la liste détaillée des personnels engagés sur le tournage ou la fabrication de l'animation,

JB  
nf



- le détail des lieux de tournage (nom des propriétaires, adresse, éventuellement photos), le cas échéant,
- un extrait Kbis,
- les statuts de la société,
- les attestations de régularité de l'entreprise vis-à-vis des obligations fiscales et sociales: Trésor public et Direction générale des impôts (services fiscaux), URSSAF et ASSEDIC, ou autres régimes d'affiliation (MSA, etc.)
- les contrats du Producteur avec les partenaires financiers (notamment co-producteurs, distributeurs, diffuseurs, etc.), de cessions, etc.,
- la copie de l'agrément des investissements, le cas échéant.

➤ **Le solde** est versé après achèvement de la réalisation de l'œuvre.

Après présentation par le Producteur d'une demande de paiement comprenant les pièces justificatives suivantes :

- le formulaire de demande de versement de l'acompte, dûment complété, signé et cacheté,
- le coût définitif détaillé faisant apparaître dans une colonne à part les dépenses en Région Ile-de-France (celui de l'agrément de production pour les œuvres éligibles au crédit d'impôt). Ce document devra être dûment complété, signé et cacheté par un commissaire aux comptes,
- le plan de financement définitif (celui de l'agrément de production pour les œuvres éligibles au crédit d'impôt) certifié par un commissaire aux comptes.
- La bible définitive du tournage,
- Les justificatifs de recrutement des stagiaires ou alternants mentionnés à l'article 2.7 de la présente convention (conventions de stage ou contrat de travail signés) et attestations de dépôt en ligne.
- la DADS (déclaration annuelle des salaires) du producteur sur l'œuvre aidée,
- une copie de tous les contrats de financement, notamment coproductions, mandats, préventes, aides, subventions et cessions télévisuelles et à l'étranger... de l'œuvre,
- Le visa d'exploitation

Le dossier complet de demande de versement doit être envoyé en version numérique à [CelluleNumerisationDirectiondeLaComptabilite@iledefrance.fr](mailto:CelluleNumerisationDirectiondeLaComptabilite@iledefrance.fr) ou en version papier à la Direction de la Comptabilité – Région Ile-de-France – 2 rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen.

La Région se réserve le droit de demander au Producteur tout document permettant d'attester la réalisation des actions et l'emploi des fonds.

Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur général des Finances de Paris – Trésorier général de la Région Ile-de-France.

En cas de cession de créance, elle doit, sous peine de nullité, être directement notifiée au comptable assignataire des paiements, à l'adresse suivante : Recette Générale des Finances de Paris - Service Région - 94 rue Réaumur - 75104 Paris - Cedex 02

### **Article 3.3 : Révision du montant de l'aide**

En cas de diminution de plus de 10% du budget définitif (hors frais généraux, et poste 9), par rapport au budget prévisionnel indiqué à l'article 1 de la présente convention, l'aide pourra être réduite en conséquence ou annulée.





Si la durée du tournage en Ile-de-France réalisée est inférieure à 50% de la durée totale du tournage pour les fictions, et/ou si les dépenses définitives en Ile-de-France sont inférieures à 50% du coût définitif pour tous les types d'œuvres (hors frais généraux, imprévus et poste 9), l'aide pourra être annulée et les sommes déjà perçues devront être remboursées.

#### **Article 3.4 : Modalités de remboursement de l'aide financière**

L'aide financière attribuée par la Région est remboursable par le Producteur en cas de résultat bénéficiaire.

Une œuvre est réputée bénéficiaire lorsque le total des financements et des recettes excède le coût certifié, selon le calcul de la remboursabilité de l'aide ci-dessous.

En cas de résultat bénéficiaire, le montant des remboursements exigés du Producteur par la Région est déterminé par le taux résultant de la formule suivante :

$$\frac{\text{aide financière}}{\text{coût définitif de l'œuvre}} \times 100$$

appliqué au résultat bénéficiaire annuel, calculé selon le modèle ci-après et envoyé avec le compte rendu financier (voir ci-dessous).

Le calcul de la remboursabilité de l'aide devra être certifié par un expert comptable ou un commissaire aux comptes si la société en est dotée, et remis à la Région chaque année pendant cinq ans à partir de la livraison du PAD au premier diffuseur.

Le Producteur s'engage à remettre à la Région un compte rendu financier portant sur chaque année d'exploitation de l'œuvre à compter de sa livraison au premier diffuseur (compte rendu identique à celui transmis au CNC le cas échéant). Il doit ainsi présenter chaque année :

- les contrats du Producteur avec les partenaires financiers (notamment co-producteurs, distributeurs, diffuseurs, etc.), de cessions, etc.,
- les décomptes d'exploitation annuels de l'œuvre, tous supports confondus et tous modes d'exploitation connus ou inconnus à ce jour, notamment les recettes d'exploitation en salle, vidéo, télévisuelle, à l'étranger, produits dérivés, etc.,
- le calcul de la remboursabilité de l'aide selon le mode de calcul suivant :

<b>CALCUL DE LA REMBOURSABILITE DE L'AIDE REGIONALE</b>	
	en €
<b>Coût de l'œuvre certifié par le commissaire aux comptes</b>	
- préachats (détaillés)	
- minima garantis versés par les mandataires (détaillés)	
- autres sources de financement dont subventions et crédit d'impôt (détaillées)	
- Fonds de soutien investi	

= apport producteur restant à amortir	=
- RNPP Salles	=
- RNPP Vidéo	=
- RNPP Etranger	=
- RNPP TV	=
- autres RNPP	=
= Résultat bénéficiaire ou déficitaire de l'œuvre	=
% de la région (aide de la Région Ile France/ coût de l'œuvre)	%
= Remboursement à la Région : % de la Région X Résultat bénéficiaire	=

Sachant que :

- les Recettes nettes part producteur (RNPP) seront celles du producteur telles que définies dans les contrats,
- les RNPP prises en compte pour le calcul seront nettes des reversements des prêts et avances (soficas, avance sur recettes...) dans la limite du montant de leur apport initial. Les reversements aux autres ayant-droits (co-producteurs, auteurs, acteurs, participations, etc.) ne sont pas opposables à la Région Ile-de-France,
- les cessions éventuelles des droits corporels et incorporels de l'œuvre par le Producteur sont considérées comme une cession de l'œuvre et entrent dans le calcul du résultat ci-dessus.

Le montant des remboursements est plafonné au montant de l'aide financière accordée par la Région.

L'obligation de remboursement court pendant les cinq premières années d'exploitation de l'œuvre et ne s'éteint que lorsque le producteur a transmis à la Région l'ensemble des décomptes sur toute la période, et, le cas échéant lorsqu'il s'est acquitté des sommes dues à la Région.

A défaut de présentation à la Région de ces pièces et éléments, le remboursement de l'aide devient immédiatement exigible et le producteur sera inéligible à une nouvelle aide.

#### **ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de l'aide financière remboursable au Producteur. Elle expire le jour du 6<sup>ème</sup> anniversaire de la date de livraison de l'œuvre au premier diffuseur, sous réserve du respect des obligations du Producteur, définies dans la présente convention.

#### **ARTICLE 5 : REVERSEMENT – CONTROLE - RESILIATION**

Le non-respect d'une ou de plusieurs obligations du Producteur au titre de la présente convention peut entraîner l'annulation des sommes en cours de mandatement et le remboursement des sommes déjà versées.

L'aide deviendra immédiatement et de plein droit exigible dans le cas où les justifications et documents fournis à l'appui de la demande d'aide auraient été reconnus insuffisants ou faux en tout ou partie.